

Immigration : quelle place pour les moins qualifiés ?

Historiquement, la migration de travailleurs peu qualifiés s'est révélée extrêmement bénéfique pour les économies occidentales. La fin des « trente glorieuses », la hausse du chômage et la baisse de la croissance économique ont cependant incité certains économistes à repenser l'affirmation, désignant cette migration comme néfaste aux finances publiques et à la croissance économique¹. Jean Langers, économiste et démographe, est revenu lors du déjeuner-débat organisé par l'ASTI le 6 avril 2011 sur ce changement de paradigme, interrogeant notamment la pertinence d'un concept de productivité datant de l'ère fordiste.

Une spirale vertueuse

Dans les années 1960 et 1970, l'immigration était considérée pour son effet positif sur les économies occidentales confrontées à une baisse de la natalité et aux pertes de la Seconde Guerre mondiale. Le marché du travail manquait de natifs pour satisfaire aux besoins de la reconstruction. Les immigrés occupaient alors des emplois peu rémunérés, en bas de l'échelle sociale professionnelle ; une situation ayant tendance à favoriser l'ascension sociale des natifs. L'augmentation de l'offre de travail impliquait un accroissement de la capacité de travail et des économies d'échelle pour finalement diminuer le coût de la production. Cette offre, très élastique, permit une modération salariale. Les bénéfices se sont accrus, autorisant de nouveaux investissements qui entraînèrent le pays d'accueil dans un cercle vertueux.

Les immigrants jouèrent en outre une fonction tampon face aux fluctuations conjoncturelles, les variations de la croissance économique et le taux d'immigration étant liés (ceci a pu être observé de manière tout à fait éclairante durant l'entre-deux-guerres dans le secteur de la sidérurgie), particulièrement dans le domaine sidérurgique. Le renvoi des immigrés en cas de crise permet en effet une stabilisation de l'emploi des natifs selon un système de rotation qui profite d'une immigration jeune au statut précaire.

... ou une menace économique et sociale ?

Toutefois, dans les années 1980, des économistes suisses, dont George Sheldon, mirent en doute ce modèle de « *circulus virtuosus* » et notamment le concept de rendements d'échelle croissants. La possibilité de recourir à une main-d'œuvre à bas salaire a, selon eux, freiné la modernisation de l'outil de travail. Les secteurs à faible productivité auraient tiré la productivité de l'ensemble de l'économie vers le bas. Ces économistes défendaient ainsi le point de vue de grandes firmes suisses, tournées vers les marchés internationaux. Un autre courant économique a, quant à lui, mis en exergue la menace que l'immigration peu qualifiée fait peser sur le financement de l'État providence – protection sociale, éducation... Comparer les contributions aux dépenses de l'État, en cas de chômage par exemple, montre que les personnes hautement qualifiées rapportent plus que ce qu'elles coûtent, contrairement aux moins qualifiées.

De multiples nuances

A contrario, les économistes marxistes ont souligné que l'immigration d'après-guerre a permis de réduire le coût salarial du travail sans occasionner de frais d'éducation et tout en bénéficiant d'une sélection sur l'état de santé des immigrants, toujours plus robustes que ceux restés au pays. En outre, sur une

Karine Bouton

Le prochain déjeuner-débat aura lieu mercredi 18 mai 2011, de 12h15 à 13h45 à l'ASTI, avec Christel Baltes-Löhr: *The men who migrate – the women who wait. En est-il encore ainsi?* (peut être suivi en temps réel sur www.asti.lu).

très longue période, l'immigration concernait des personnes seules et induisait des coûts de logement réduits. Même lorsque l'immigration s'est faite familiale, les logements dédiés étaient moins chers que ceux des nationaux, ce qui avait, finalement, encore un effet positif sur la rentabilité des entreprises.

En outre, l'impact de cette immigration de travailleurs peu qualifiés sur le revenu des résidents semble présenter un bilan général positif. L'Américain George J. Borjas a par exemple montré que l'arrivée des immigrants est profitable aux ménages hautement qualifiés, aisés, qui peuvent ainsi s'offrir les services d'un personnel peu rémunéré. Toutefois, les résidents peu qualifiés sont soumis à une concurrence plus élevée et l'impact de cette immigration s'avère négatif sur l'évolution de leur salaire. Des économistes français ont de leur côté montré que la balance coûts/bénéfices des immigrés hautement qualifiés n'est à long terme pas si positive. Ces derniers vivent plus longtemps, ont moins d'enfants et touchent des pensions plus élevées, ce qui a pour conséquence un impact finalement négatif sur le financement de l'État social.

Une demande inépuisée

Du point de vue de la demande de travail, il est indéniable que certains secteurs ont toujours besoin de travailleurs moins qualifiés. C'est le cas de la restauration, de l'hôtellerie, du commerce... La progression du travail féminin crée également un marché pour des activités de remplacement – garde des enfants, préparation des repas, soins aux personnes âgées... De la même manière, le vieillissement de la population implique un besoin croissant de main-d'œuvre peu qualifiée dans ce secteur.

Comme le souligne l'économiste Pascal Petit, la pertinence du concept de productivité fordiste, issu de la production industrielle, est mise en cause. Dans le domaine des services à la personne, la qualité des prestations, des relations, est très importante et requiert un recours à une main-d'œuvre moins qualifiée.

La situation luxembourgeoise

Au Luxembourg, la politique d'immigration poursuivie en matière de qualification est peu précise. En 2004, la commission spéciale Immigration de la Chambre des députés parle d'une grande hétérogénéité des profils recherchés. Le programme gouvernemental de 2009 dit encore qu'il convient d'adapter l'immigration aux besoins de l'économie luxembourgeoise, mais ne se prononce pas sur le niveau de qualification. Seul le Conseil économique

et social parle, en 2006, d'une immigration ciblée favorisant l'immigration de travailleurs qualifiés qui offrent une productivité supérieure à la moyenne.

L'observation de l'évolution du niveau de qualification montre en tout cas une proportion de « low-skilled » – peu qualifiés – en diminution, même si elle demeure plus élevée parmi les populations étrangères. De la même manière, la proportion des « low-qualified » – définis selon le niveau d'éducation – régresse et montre peu de différence entre nationaux et étrangers. Cet accroissement du niveau de qualification des nouveaux immigrés dénote donc une modification structurelle des flux migratoires. Les travailleurs n'ayant pas dépassé le primaire sont de moins en moins nombreux. Toutefois, il peut être intéressant de relever que, malgré l'apport croissant d'une main-d'œuvre qualifiée, il n'y a pas d'élévation sensible de la productivité entre 1963 et 2005.

Quant à demain...

Une tendance comparable s'affiche chez les nationaux et les étrangers : plus le niveau d'instruction est élevé, moins le taux de chômage est élevé, des écarts significatifs entre les taux de chômage des étrangers et des nationaux aux niveaux primaire, secondaire inférieur et secondaire supérieur demeurent notables. Le nonaccès au secteur public et le manque de reconnaissance des diplômes étrangers peuvent expliquer ce phénomène de taux de chômage globalement supérieurs pour les étrangers par rapport aux nationaux. Mais peut-on, face à ce constat, faire abstraction de la question des inégalités sociales ? Il y aura toujours une demande de main-d'œuvre moins qualifiée et un besoin de personnes hautement qualifiées pour assurer une forte croissance, financer des secteurs moins productifs et l'État social. Demeure cette interrogation sur la place des moins qualifiés dans la société. Le niveau de compétences nécessaire à certains emplois ne serait-il pas sous-estimé ? Au Grand-Duché, un nouveau modèle de croissance est d'ailleurs discuté et c'est sous l'angle du développement durable qu'il conviendra de faire un bilan des apports de la main-d'œuvre étrangère. ♦

1 Au sein de cette réflexion, rappelons que seule l'immigration d'établissement est considérée, laissant de côté le phénomène frontalier. De la même manière, l'impact sur le pays d'accueil est analysé sans que personne ne s'intéresse au pays d'origine.